



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3119

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Alain Vidalies. Monsieur le Premier ministre, lors de la dernière campagne électorale, nous avons tous rencontré des Français qui nous exposaient que leur salaire ou leur retraite ne leur permettait plus de " joindre les deux bouts ", pour reprendre l'expression si souvent entendue. Comment en serait-il autrement quand les dépenses contraintes de la vie quotidienne - le gaz, l'électricité, les loyers, l'essence, les assurances, les mutuelles, les prix alimentaires - augmentent de 5 % au minimum et parfois de 10 % alors que les salaires et les retraites ne suivent pas ?

C'est le moment que vous avez choisi pour proposer avec Mme Merkel un pacte de compétitivité dont la principale disposition vise à conditionner les hausses de salaires à des gains de productivité. Ainsi, si les prix des dépenses de la vie quotidienne augmentent pour des raisons liées au déséquilibre du marché mondial - comme aujourd'hui l'essence ou les produits alimentaires - les salariés et les retraités devront seuls en supporter les conséquences, alors que, dans le même temps, les profits des grandes entreprises ont augmenté de plus de 80 % en 2010. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Ce choix est socialement inacceptable et dangereux pour l'adhésion des Français à l'idée même de la construction européenne à laquelle nous sommes attachés. Si vous vouliez nourrir le fonds de commerce de ceux qui désignent l'Europe comme la source de toutes les difficultés sociales, vous ne vous y seriez pas pris autrement.

La Confédération européenne des syndicats a dénoncé cette conception de la compétitivité. Les partis socialistes européens ont, au contraire, élaboré un pacte de compétitivité et d'emploi qui propose un plan ambitieux d'investissement en infrastructures financé par une taxe sur les transactions financières. Ils ont suggéré que les normes sociales et environnementales soient intégrées aux traités commerciaux pour passer du libre-échange au juste échange. La croissance que nous souhaitons ne peut ignorer le moteur de la consommation des ménages et donc la protection du pouvoir d'achat.

Monsieur le Premier ministre, il est encore temps d'arrêter cette politique socialement injuste et dangereuse pour l'idée même de la construction européenne ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, j'ai participé au Conseil EPSCO réunissant les ministres du travail et de l'emploi avant la préparation de ce pacte. Je tiens à vous dire que les ministres du travail et de l'emploi socialistes étaient d'accord pour reconnaître qu'il n'y avait en rien, dans ce pacte, reniement des engagements sociaux européens.

M. Henri Emmanuelli. Vous mentez !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Vous faites juste une confusion, ce qui m'étonne de votre part, monsieur Vidalies. Dans certains pays, en effet, il existe des clauses d'indexation automatique des salaires - je pense notamment à la Belgique et à d'autres pays du sud de l'Europe - et c'était à eux que la question était posée. En ce qui nous concerne, la situation a toujours été claire : il y a le développement économique et le progrès social. J'ai cru comprendre que vous avez, tout à l'heure, apporté un soutien appuyé à la démarche de la France dans le cadre de la présidence du G20 pour faire valoir les droits sociaux au niveau mondial. Si tel est le cas, n'hésitez pas à être moins discret quand il s'agira d'unir vos efforts aux nôtres pour avancer sur ce sujet.

Concernant le pouvoir d'achat, soyons clairs. Quand nous avons décidé de valoriser, donc de mieux rémunérer les heures supplémentaires, plus de six millions de salariés en ont profité. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) C'est nous qui avons revalorisé le minimum vieillesse et les pensions de réversion les plus basses, alors que vous, vous étiez toujours aux abonnés absents ! Lorsque nous avons créé le RSA et permis à celui qui reprend un travail de gagner plus qu'avant, vous étiez également aux abonnés absents ! Je me dois, en définitive, de souligner que ceux qui ont été constamment les ennemis du pouvoir d'achat des Français, ce sont les socialistes !

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. C'est faux !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Vous avez commencé avec les 35 heures ! Vous avez cette culture de l'impôt, notamment dans les collectivités locales que vous gérez ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) La vraie différence, c'est qu'il y en a qui parlent beaucoup du pouvoir d'achat. Pour notre part, nous le défendons et même si la crise est passée par là, nous savons qu'il faut des résultats redoublés. Les Français savent bien, en tout état de cause, où est la démagogie et où est l'action. L'action est de notre côté ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Vidalies](#)

Circonscription : Landes (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3119

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 mars 2011